



Groenland: L'Europe doit agir maintenant pour dissuader toute tentation de Trump

Claude-France Arnould 7 jan 2026

Il est désormais évident que les intentions de Donald Trump et de son équipe d'acquérir le Groenland ne sont pas qu'une mauvaise plaisanterie. C'est, officiellement, une « priorité de sécurité nationale pour les États-Unis ».

Le président américain fait ce qu'il dit, surtout lorsque le risque est faible. Les prétendues justifications juridiques ne seraient pas les mêmes que pour le Venezuela, ni le modus operandi. D'autres prétextes sont déjà avancés : le Groenland est d'une importance stratégique majeure – sans aucun doute – ; il serait vulnérable et le Danemark incapable de prendre les mesures appropriées pour sa protection. D. Trump mentionne les navires russes et chinois qui pulluleraient dans la région et fait des gorges chaudes du « traîneau à chiens supplémentaire » qu'aurait acquis le Danemark pour protéger le Groenland, alors que les Danois ont récemment investi dans 16 avions F35 supplémentaires, des navires arctiques, des avions de patrouille maritime et d'autres systèmes clés. L'ambassadeur du Danemark aux États-Unis a rappelé que le Danemark a engagé 13,7 milliards de dollars pour renforcer les capacités et opérations arctiques. Miller, conseiller de Donald Trump, dont l'épouse a publié une carte du Groenland recouverte d'un drapeau américain, intitulée « bientôt », conteste le statut juridique du Groenland,

contre toute vraisemblance. L'intérêt des Américains à s'appropriier le Groenland est réel, stratégique, économique, politique. Dans leur mépris pour les Européens, ils regardent le risque et le coût comme minimes.

La déclaration conjointe publiée mardi à Paris par les chefs d'État et de gouvernement de France, d'Allemagne, d'Italie, de Pologne, d'Espagne, du Royaume-Uni et du Danemark est un message fort de solidarité et une réaffirmation claire des engagements au sein de l'OTAN, ainsi que des accords bilatéraux entre les États-Unis et le Danemark, et rappelle la souveraineté du Groenland et du Danemark. De même, les déclarations du Président du Conseil Européen, Costa.

Cela suffira-t-il néanmoins à dissuader une action américaine, y compris l'option militaire qu'ils ne rejettent pas ?

Menacer de déclarer l'OTAN morte en cas d'agression américaine contre un autre allié ne fera pas une forte impression à Washington, du moins pas dans la sphère Maga. Demander la mise en œuvre de l'article 5 déclencherait un processus complexe, à gérer par un Secrétaire général tétanisé et un conseil de l'OTAN divisé, tandis que l'action américaine serait un « fait accompli », immédiatement annoncé au reste du monde. Ce serait le pire scénario imaginable pour nous, et le plus bénéfique pour Poutine, qui pourrait y voir une occasion bénie de tester l'OTAN sur son flanc est ou par des actions non conventionnelles.

La seule option est la prévention, immédiatement . Les Américains disent s'inquiéter de la vulnérabilité du Groenland et critiquent les Danois et les Européens pour ne pas avoir pris les mesures appropriées pour protéger le Groenland. Proposons immédiatement au Danemark et au Groenland de renforcer notre soutien militaire, et, si ils le souhaitent , notre présence. La condition absolue est la volonté souveraine du Groenland et du Danemark. Mais ils doivent être rassurés que d'autres États européens sont prêts à déployer des forces et des moyens de protection au Groenland : cela pourrait concerner les signataires de la Déclaration de mardi, mais aussi les États nordiques, éventuellement le Canada, lui-même menacé.

Deux éléments sont essentiels dans une telle approche. Premièrement, qu'il soit clair que cela n'exclut pas les discussions entre le Danemark, le Groenland et les États-Unis, afin de renforcer la coopération déjà existante. Cela faciliterait même de telles négociations et les mettrait davantage sur un pied d'égalité. Deuxièmement,

un renforcement de notre présence devrait être planifié et conduit par un quartier général indépendant des moyens américains de commandement, de communication et de renseignement.

La situation à laquelle nous pourrions être confrontés dans « 20 jours » ou « deux mois » lorsque l'Amérique déclare être prête à prendre l'initiative de contrôler un territoire européen souverain paraissait inimaginable il y a quelques mois. Nous n'avons pas d'autre choix aujourd'hui que de planifier et de déployer un soutien sécuritaire et militaire, de manière sereine, mais rapide et indépendante – si le Danemark et le Groenland le souhaitent – afin de dissuader toute tentation susceptible de déclencher une crise majeure.

www.big-europe.eu